

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 98 — 2687

[C — 98/29446]

**23 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
créant des commissions d'accompagnement au Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, notamment l'article 4;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 de marquer son accord sur le rapport de l'opérateur fonctionnel chargé de la restructuration de ses administrations;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1997 d'approuver le rapport du Comité d'accompagnement du site Internet de la Communauté française et en particulier la création d'un comité d'accompagnement permanent;

Vu l'avis du Collège des fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Au sein du Ministère de la Communauté française, six commissions d'accompagnement sont créées, sans porter préjudice aux compétences attribuées organiquement au Secrétariat général et aux Administrations générales.

1° la commission d'accompagnement de développement informatique;

2° la commission d'accompagnement Internet de la Communauté française;

3° la commission d'accompagnement de la communication;

4° la commission d'accompagnement des actions transversales;

5° la commission d'accompagnement des recherches;

6° la commission d'accompagnement de prospective budgétaire,

§ 2. Elles ont pour mission dans les matières de leurs compétences :

- d'assurer l'information réciproque des services concernés;

- d'élaborer et de mener à bien des projets communs;

- d'harmoniser les points de vue d'application des législations et réglementations communes et de fixer, s'il échet, une jurisprudence.

§ 3. Elles comprennent des représentants des Cabinets ministériels lorsque le Ministre est directement concerné, du Secrétariat général et de chacune des Administrations générales.

**Art. 2.** La commission d'accompagnement informatique, présidée par l'Administrateur général de la Culture et de l'Informatique, est compétente dans les matières suivantes :

- équipements et logiciels informatiques destinés au Ministère;

- développement intégré de systèmes, réseaux, applications, bases de données et autres outils informatiques permettant de rencontrer les besoins définis par les services pour remplir leurs missions et de mettre en œuvre les données et procédures fixées par ailleurs.

**Art. 3.** La commission d'accompagnement du site Internet de la Communauté française, présidée par le Secrétaire général comprend, outre les représentants mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, un représentant des Services du Parlement de la Communauté française. Elle est compétente dans les matières suivantes :

- coordination de la politique en matière d'ouverture et de ligne éditoriale des sites proposés par les différents services du Ministère de la Communauté française se retrouvant sur le site Internet;

- coordination des contacts avec les organismes extérieurs et mise au point des modules de formations.

**Art. 4.** La commission d'accompagnement de la communication, présidée par le Secrétaire général, est compétente dans les matières suivantes :

- coordination générale de la politique d'information et de communication pour l'ensemble du département vers l'intérieur et l'extérieur à l'exclusion des communications fonctionnelles propres à chacun des Cabinets et chacune des Administrations générales;

- coordination éditoriale de publications des différents secteurs fonctionnels;
- coordination de la gestion documentaire.

**Art. 5.** La commission d'accompagnement des actions transversales, présidée par le Secrétaire général est compétente dans les matières suivantes :

- coopération et coordination entre les Services du Secrétariat général et ceux des Administrations générales, sur base des options définies par le Collège des fonctionnaires généraux;
- informations sur les initiatives pluridisciplinaires prises par le Secrétariat général et les Administrations générales;
- mise sur pied et valorisation d'interventions concertées dans le respect des compétences de chaque administration générale, au regard de la complémentarité des milieux respectifs visés.

**Art. 6.** La commission d'accompagnement des recherches, présidée par le Secrétaire général, est compétente dans les matières suivantes :

- information par les Administrations générales sur les recherches sectorielles d'intérêt général menées par le Ministère de la Communauté française;
- concertation sur des initiatives de recherches thématiques, à caractère intersectoriel, ainsi que sur la valorisation de ces recherches;
- concertation sur des modèles et procédures de traitement des informations utilisés par les Services du Ministère de la Communauté française et/ou dans le cadre d'opérations de sous-traitance.

**Art. 7.** La commission d'accompagnement de prospective budgétaire, présidée par le Secrétaire général qui peut être représenté par le Directeur général des Affaires budgétaires et financières est compétente en matière :

- d'analyse approfondie de l'évolution de budgets (analyse des causes d'augmentation de certains postes, étude de l'impact réel des mesures prises...);
- mise sur pied d'indicateurs prévisibles (indices démographiques pour l'enseignement, par exemple);
- élaboration d'hypothèses permettant d'envisager une politique budgétaire à court, moyen et/ou long terme.

**Art. 8.** L'arrêté du Gouvernement créant des cellules de coordination au Ministère de l'Education, de la recherche et de la formation du 24 mai 1995 est abrogé.

**Art. 9.** Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1998.

Bruxelles, le 23 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport  
et des Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2687

[C - 98/29446]

**23 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot oprichting van begeleidingscommissies bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 6 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 haar toestemming te verlenen over het verslag van de functionele operator belast met de herstructurering van haar administraties;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1997 haar goedkeuring te hechten voor het verslag van het Begeleidingscomité voor de Internet-site van de Franse Gemeenschap en inzonderheid de oprichting van een vast begeleidingscomité;

Gelet op het advies van het College van ambtenaren-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1998,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. In het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zes begeleidingscommissies opgericht, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden die organiek werden toegekend aan het Secretariaat-generaal en aan de Algemene Besturen :

1° de begeleidingscommissie voor de ontwikkeling van de informatica;

2° de begeleidingscommissie "Internet" van de Franse Gemeenschap;

3° de begeleidingscommissie voor de communicatie;

4° de begeleidingscommissie voor de transversale acties;

5° de begeleidingscommissie voor de opzoekingen;

6° de begeleidingscommissie voor prospectief onderzoek inzake begroting.

§ 2. Zij hebben als opdracht, in de materies die tot hun bevoegdheid behoren :

- te zorgen voor de wederzijdse informatie van de betrokken diensten;

- gemeenschappelijke projecten uit te werken en die tot een goed einde te brengen;

- de standpunten inzake toepassing van de gemeenschappelijke wetgevingen en reglementeringen te harmoniseren en zo nodig een rechtspraak vast te stellen.

§ 3. Daarin zijn vertegenwoordigers van de ministeriële kabinetten aanwezig wanneer de Minister rechtstreeks erbij betrokken is, van het Secretariaat-generaal en van elk Algemeen Bestuur.

**Art. 2.** De begeleidingscommissie voor informatica, onder het voorzitterschap van de Administrateur-generaal van Cultuur en Informatica, is bevoegd voor de volgende materies :

- informatica-uitrusting en software, bestemd voor het Ministerie;

- geïntegreerde ontwikkeling van systemen, netwerken, toepassingen, databanken en andere middelen inzake informatica die het mogelijk maken tegemoet te komen aan de behoeften die door de diensten worden omschreven om hun opdrachten uit te voeren en de gegevens en daarenboven bepaalde procedures op gang te brengen.

**Art. 3.** In de begeleidingscommissie van de Internet-site van de Franse Gemeenschap, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal is er, naast de in artikel 1, § 3 vermelde vertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van de Diensten van het Parlement van de Franse Gemeenschap aanwezig. Zij is bevoegd voor de volgende materies :

- coördinatie van het beleid voor het openen en voor de editoriale lijn van de sites aangeboden door de verschillende Diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die op de Internet-site te vinden zijn;

- coördinatie van de contacten met de externe instellingen en samenstelling van opleidingsgroepen.

**Art. 4.** De begeleidingscommissie voor communicatie, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- algemene coördinatie van het informatie- en communicatiebeleid voor heel het departement naar binnen en naar buiten met uitsluiting van de functionele mededelingen eigen aan elk Kabinet en elk Algemeen Bestuur;

- editoriale coördinatie van de publicaties van de verschillende functionele sectoren;

- coördinatie van het documentenbeheer.

**Art. 5.** De begeleidingscommissie voor transversale acties, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- samenwerking en coördinatie tussen de Diensten van het Secretariaat-generaal en die van de Algemene Besturen, op basis van de opties bepaald door het College van ambtenaren-generaal;

- inlichtingen over de multidisciplinaire initiatieven die door de Secretaris-generaal en de Algemene Besturen genomen zijn;

- verwezenlijking en herwaardering van overlegde tussenkomsten met naleving van de bevoegdheden van elk algemeen bestuur, rekening houdend met de complementariteit van bedoelde respectieve milieus.

**Art. 6.** De begeleidingscommissie voor de opzoekingen, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- inlichting door de Algemene Besturen over de sectoriële opzoekingen van algemeen belang, gevoerd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- overleg over de initiatieven inzake thematische opzoekingen, van intersectoriële aard, alsook over de herwaardering van deze opzoekingen;

- overleg over de modellen en procedures voor informatieverwerking die gebruikt worden door de Diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en/of in het kader van onderaannemingsoperaties.

**Art. 7.** De begeleidingscommissie voor prospectief onderzoek inzake begroting, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, die kan vertegenwoordigd worden door de Directeur-generaal van Begrotings- en Financiële Aangelegenheden, is bevoegd voor de volgende materies :

- grondige ontleding van de evolutie van de begrotingen (zoeken naar de oorzaken van de verhoging van sommige posten, bestudering van de werkelijke inslag van de genomen maatregelen...);
- verwezenlijking van voorspelbare indicators (demografische cijfers voor het onderwijs bijvoorbeeld);
- formulering van veronderstellingen die toelaten een begrotingsbeleid op korte, middellange en/of lange termijn te overwegen.

**Art. 8.** Het besluit van de Regering van 24 mei 1995 houdende oprichting van coördinatiecellen bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt opgeheven.

**Art. 9.** De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1998.

Brussel, 23 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,  
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2688

[C - 98/27561]

#### 17 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au programme d'action 1998-1999 de la Région wallonne pour la protection des eaux potabilisables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, tel que modifié par les décrets du 23 décembre 1993 et du 7 mars 1996, notamment les articles 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2; 15, 18 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables, notamment les articles 2, § 1<sup>er</sup>; 3 et 8;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon approuve le programme d'actions 1998-1999 pour la protection des eaux potabilisables, détaillé en annexe du présent arrêté, pour un total de dépenses estimé à 540,4 millions de francs.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 relatif au programme d'actions 1997-1998 de la Région wallonne pour la protection des eaux potabilisables est abrogé.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN